

## **Scandaleux rapport de la CEF : la coupe est pleine !**

**Author** : Riposte Catholique

**Categories** : [Église en France](#)

**Date** : 5 octobre 2021

D'un curé de campagne ami:

Qu'on nous pardonne ce titre un peu fort, mais, en ces temps d'excitation et de vacarme médiatico-ecclésiastiques, il est difficile de se faire entendre. Résumons notre thèse avant de l'expliciter. Le document publié par la CEF à grand renfort de trompettes médiatiques et de préparation d'artaiscopales jusque dans les plus petites paroisses de France, est ni plus ni moins qu'une « *fake-news* », un énorme simulacre.

*D'où parles-tu, camarade ?*

Autre remarque préalable. Des décennies de carrière à éponger les misères de l'Église et ses abus, au service des plus fragiles et des plus pauvres, ainsi que le rappel, ignoré parfois, châtié violemment aussi par les autorités ecclésiastiques, de l'authentique et éternelle doctrine catholique sur le péché, la justice et le droit, permettent à l'auteur de ces lignes de renvoyer sans crainte dans leurs lignes ceux qui tenteraient de contester son discours en arguant de son manque de respect ou d'empathie pour les victimes.

En réalité, une fois encore, le péché majeur qu'il faudrait dénoncer n'est ni un phénomène abominable mais statistiquement mineur déguisé en épidémie générale, ni le cléricalisme, c'est la pratique désormais sacralisée de la repentance sur le dos du voisin. On y ajoutera l'oubli, plus que suspect, l'amnésie que l'on peine à croire inconsciente, vis-à-vis des comportements qui ont réellement et généralement portés préjudice à l'Église au cours de ces années. Dans la vieille morale d'autrefois, cela s'appelait le « mensonge par omission ».

### *Comment en est-on arrivé là ?*

Il suffit d'avoir une once de mémoire de plus qu'un poisson rouge pour le savoir. Quelle fut l'attitude générale des autorités, pendant les années 1965-2000, vis-à-vis des pervers, des déviants et des pécheurs publics ? Officiellement, c'est de n'avoir rien fait. C'est ce qu'on leur reproche aujourd'hui. À quelques rares exceptions près. Mais la question n'est pas là. Elle est : pourquoi ? Pas par complicité avec le mal, généralement, mais par soumission à l'« air du temps », par lâcheté, par conformisme social, par relativisme. « Interdit d'interdire » était devenu le fondement du comportement des autorités en matière de gouvernement. Il fallait être « ouvert », « tolérant », « accueillant ». Le droit canonique et les règles, imparfaits mais largement suffisants pour faire le ménage si l'on avait voulu, étaient inutilisés parce que : « ringards », « dépassés », « intégristes », « fermés ». « Tolérance et ouverture », que de crimes n'a-t-ont pas couvert en leur nom !

Les deux mâchoires de la pince étaient redoutablement efficaces : mise à l'écart ou intimidation des « lanceurs d'alerte » et silence épais. Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, pourraient témoigner qu'ils ont alerté, demandé que l'on sanctionne les comportements déviants et qui, non seulement n'ont pas été écoutés, mais furent systématiquement écartés d'un « Mêlez-vous de ce qui vous regarde » méprisant. Gare à eux s'ils ouvraient la bouche, car là, oui, les sanctions pleuvaient. Comme par hasard, ils n'ont pas été entendus par la « Grosse Commission » aujourd'hui sous les feux de la rampe. Pas étonnant qu'à travers les mailles d'un tel filet, requins, pieuvres et méduses se soient échappés bien facilement, et continueront à le faire.

Les fausses bonnes intentions, la dégoulinade de la commisération et de la compassion, la coulpe battue sur la poitrine des anciens ressemblent à un vaste simulacre. Écoeurant, car qui va payer concrètement les pots cassés de l'incurie passée ? Le petit peuple chrétien et le bas clergé, qui vont éponger la honte au quotidien, les quolibets et les outrages. Ceux-là même que l'on a sommé pendant des décennies de changer de liturgie, de morale, de catéchisme, de sacerdoce. Bien calfeutrés dans les beaux quartiers, les grands-prêtres et le sanhédrin n'en verront rien, drapés dans leur bonne conscience ravalée à neuf par leurs faux aveux.

Quitte à être sanctionné et stigmatisé encore, nous pouvons prophétiser ce que seront les conséquences globales d'une campagne qui détourne des causes réelles des problèmes. Le soupçon systématique porté sur le clergé de base finira de faire écrouler nos communautés et d'assécher les vocations. Quant à la frénésie de dénonciation qui saisit les autorités au moindre début de soupçon jeté sur les clercs, avant même le début du commencement d'une vérification, elle prolongera l'épidémie de suicides qui touche aujourd'hui le clergé français.

Exposer, aujourd'hui, les véritables plaies de l'« Église de France » : l'amateurisme en fait de gestion des ressources humaines, le carriérisme des personnalités les plus alignées, la désinvolture dans le dialogue avec les personnes et les communautés, les carences de la formation sacerdotale et diaconale, la réticente à annoncer clairement la doctrine catholique ? Ce n'est visiblement pas à l'ordre du jour...

Il n'y a qu'une seule chose à dire: bravo, merci et bien joué !